



La protection sociale complémentaire : le volet santé

Au 1^{er} janvier 2026, les employeurs publics territoriaux devront obligatoirement participer au financement des garanties d'assurance de protection sociale complémentaire auxquelles les agents souscrivent pour **couvrir le risque santé** (frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident), **  hauteur d'au moins 15 à brut mensuel minimum par agent** (article 6 du décret n 2022-581 du 20 avril 2022).

Les principes :

- ✓ Montant vers  sous forme unitaire.
- ✓ Modulation possible selon des tranches de rémunération par exemple et, le cas échéant, pour tenir compte de la situation familiale de l'agent (conjoint, enfants).
- ✓ Pas de modulation en fonction de la catégorie hiérarchique de l'agent (A, B, C) ou selon le statut (fonctionnaires ou contractuels).
- ✓ Pas de prorata en fonction du temps de travail, ni selon des conditions d'ancienneté de l'agent.
- ✓ Les bénéficiaires de cette participation sont les fonctionnaires (stagiaires, titulaires) et les contractuels de droit public et de droit privé. La participation n'est pas versée aux retraités.

Les deux options :

Les employeurs peuvent opter :

- pour la labellisation : l'employeur verse une participation aux agents qui ont adhéré à un produit labellisé (attestation de l'organisme à fournir) ;
- pour la convention de participation : l'employeur verse une participation aux agents qui ont adhéré au contrat collectif.

Pour acter leur choix, les collectivités devront saisir le CST avant de délibérer : **dernier CST le 10 décembre 2025.**